

Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2020

À quels risques la Suisse est-elle exposée ?



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Office fédéral de la protection de la population OFPP

La présente brochure est un résumé de la partie centrale de l'analyse nationale des risques « Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2020 » (CaSUS). Elle montre au grand public quels dangers peuvent survenir en Suisse, quelle est leur probabilité et à quels dommages on peut s'attendre.

Table des matières

Les risques sous la loupe	3
La situation s'est tendue	4
L'analyse des risques, base de la planification des mesures de précaution	5
44 dangers pertinents	
 Domaine nature	6
 Domaine technique	8
 Domaine société	10
Risque faible ou élevé, tout événement peut survenir	12
Prendre en compte tous les dangers importants	14
Une planification basée sur l'analyse des risques pour rendre la Suisse plus sûre	16
Une analyse ancrée dans la pratique	18
De nombreux résultats ont déjà été obtenus à différents niveaux	20
Et maintenant ?	22

Les risques sous la loupe

En 2020, la pandémie de coronavirus a semé l'incertitude partout dans le monde et généré d'immenses dommages. Elle nous a montré à quel point la Suisse est vulnérable, malgré un système de santé et de protection de la population qui fonctionne, une bonne situation économique et une capacité de coopérer profondément ancrée dans notre pays.

La pandémie de Covid-19 a placé la Suisse devant des défis majeurs. Mais nous n'en devons pas moins nous préparer à d'autres catastrophes et situations d'urgence. Une planification des mesures de précaution fondée sur les risques est plus que jamais essentielle. Nous devons analyser précisément les dangers qui pèsent sur la Suisse et mettre à jour régulièrement les résultats de ces travaux.

L'analyse nationale des risques de catastrophe et de situation d'urgence en Suisse – CaSUS en abrégé – fournit des enseignements bien étayés sur les dangers auxquels nous sommes confron-

tés. Ces enseignements constituent un fondement solide pour nos planifications des mesures de précaution. Les états-majors de conduite civils, les organisations d'intervention et les responsables politiques peuvent s'appuyer sur les rapports et les scénarios établis pour se former, prendre des décisions et des mesures de précaution.

Les résultats de l'analyse des risques trouvent aussi leur utilité en dehors du champ d'action de la protection de la population. La protection des infrastructures critiques, la réflexion sur les effets du changement climatique ou encore la définition de la politique de sécurité du Conseil fédéral peuvent s'en inspirer. Ce n'est qu'en étant conscient de tous les risques existants que l'on peut faire face aux catastrophes et aux situations d'urgence.

Les analyses des risques ne suffisent pas à rendre la Suisse plus sûre, mais elles contribuent à identifier les domaines dans lesquels il y a lieu de prendre des mesures. Il convient désormais de mettre à profit ces enseignements pour améliorer encore la sécurité de notre pays.



Viola Amherd, conseillère fédérale

Cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

La situation s'est tendue

La dernière analyse des risques de catastrophes et de situations d'urgence en Suisse publiée par l'OFPP remonte à 2015. Il est important de vérifier périodiquement cette analyse afin de tenir compte de l'évolution des risques.

Aucun doute à ce sujet : la pandémie de Covid-19 et ses effets ont marqué les consciences et la situation en matière de sécurité dans le monde entier. Nous ne pouvons pas encore en évaluer définitivement les conséquences, mais nous savons d'ores et déjà qu'elle laissera des traces. En 2015, nous pouvions encore affirmer, dans la précédente édition de cette brochure : « Récemment, la Suisse n'a pas connu de grave catastrophe ni situation d'urgence. » Ce n'est clairement plus le cas aujourd'hui.

Remettre l'ouvrage sur le métier

Il y a quelques années, les attentats de Paris, Bruxelles ou Berlin mettaient l'Europe face à une nouvelle sorte d'événements menaçant sa sécurité. Ces attaques, conjuguées à la pandémie de Covid-19 mais aussi à l'extrême sécheresse de 2018, illustrent à quel point nous devons régulièrement re-

mettre l'ouvrage sur le métier et revoir nos analyses. Un autre enseignement de ces événements est que la situation évolue constamment et influence les risques dont il faut tenir compte en Suisse.

Remanier, c'est aussi reconsidérer

La complexité de la situation a confirmé la justesse de la démarche adoptée pour l'analyse nationale des risques. Dans le cadre de la mise à jour 2020, nous avons étoffé la liste des dangers et affiné la méthodologie. Des spécialistes ont revu les dossiers existants et nous ont aidés à en élaborer de nouveaux. Au lieu de 33 dossiers en 2015, il y en a aujourd'hui 44. Cet élargissement nous permet de fournir aux responsables de la protection de la population en Suisse des enseignements concernant d'autres dangers pertinents.

Réduire les angles morts dans la prise en compte des risques

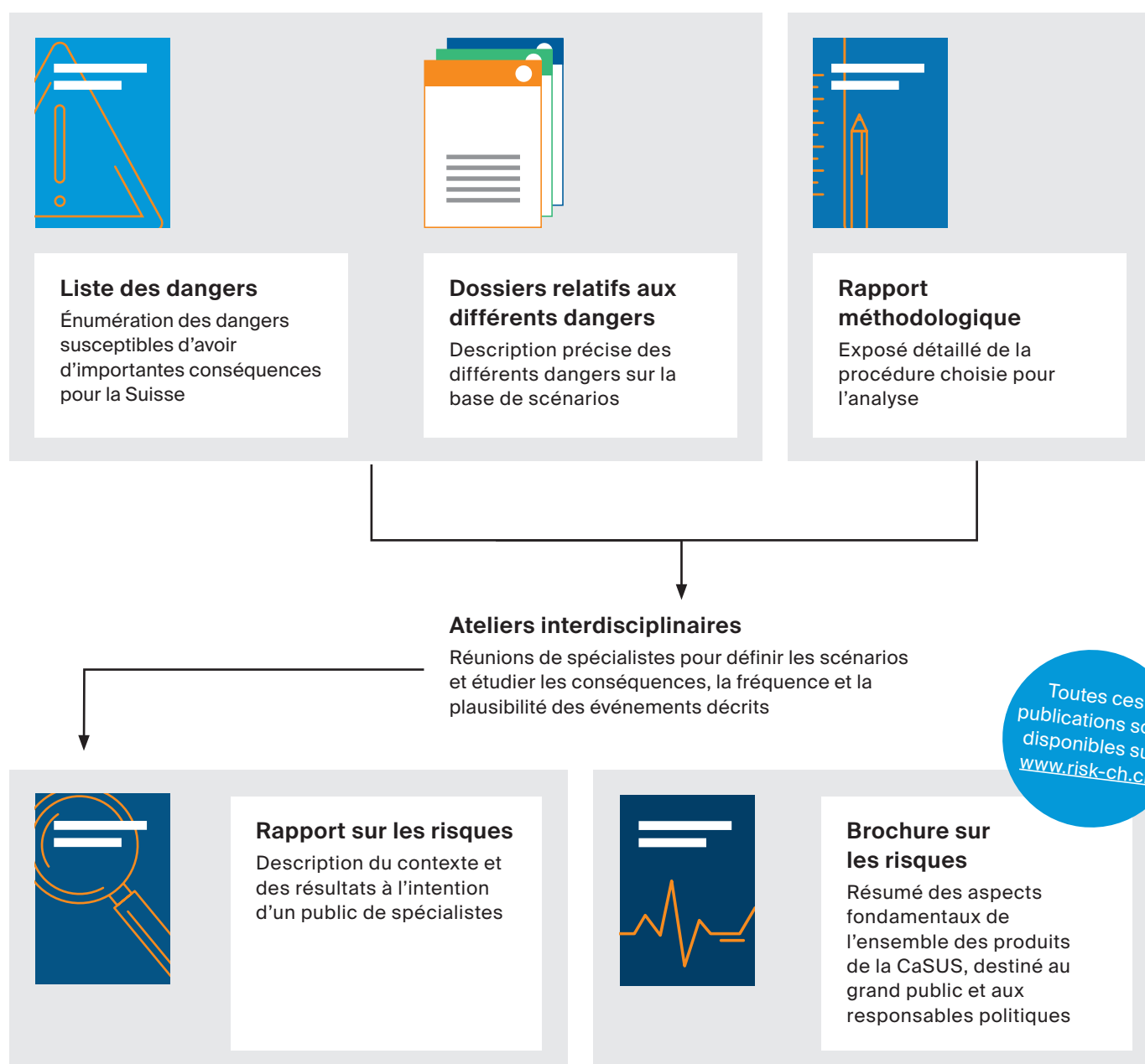
Jack Radisch, responsable du projet « High Level Risk Forum » de l'OCDE

L'analyse nationale des risques en Suisse met en œuvre des aspects fondamentaux du document « Recommandation sur la Gouvernance des Risques Majeurs » de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique). Elle mobilise une large palette de connaissances spécialisées dans le but de réduire les angles morts et d'affiner la prise en compte des risques complexes auxquels la société est exposée. Prônant une transparence exemplaire, elle suscite le débat public, afin de permettre à l'ensemble des composantes de la société de mieux gérer les risques majeurs.



L'analyse des risques, base de la planification des mesures de précaution

Les produits de l'analyse nationale des risques sont tous interdépendants et poursuivent le même objectif : être à la base d'un dialogue sur le risque, de l'élaboration de stratégies et de planifications des mesures de précaution pour une Suisse plus sûre.



Les dangers naturels demeurent un risque important



Canicule, tremblement de terre, tempête : tels sont les trois plus grands risques parmi les 15 dangers naturels retenus. Il en ressort que de nombreux dangers naturels représentent un risque important car il s'agit d'événements qui se produisent relativement souvent.

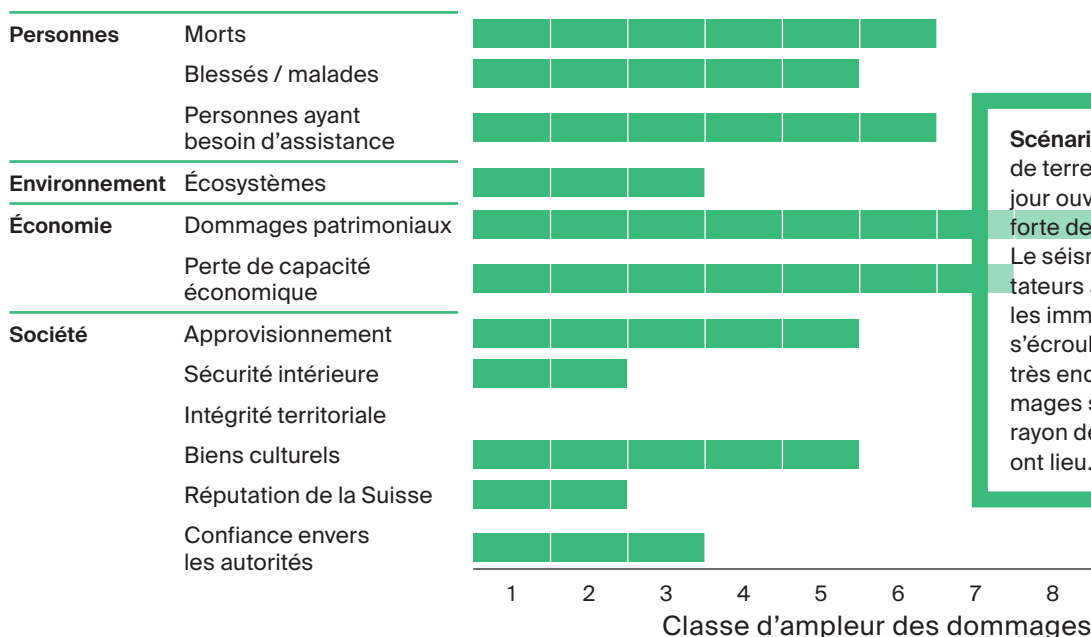
Compte tenu du changement climatique, il peut sembler étonnant au premier abord que le risque de canicule, de sécheresse ou encore de crue n'ait pas augmenté depuis la dernière analyse en 2015. Il faut cependant souligner que les conséquences du changement climatique étaient alors déjà visibles et que les auteurs les avaient intégrées dans leurs estimations.

Nouveaux enseignements

Le risque de tempête solaire a par contre sensiblement diminué : de nouvelles découvertes scientifiques ont montré que l'occurrence d'un tel événement est considérablement plus faible qu'on ne le considérait encore en 2015. Ses conséquences potentielles demeurent cependant importantes.

Les dangers représentés par la grêle, les avalanches et une éruption volcanique sont désormais pris en compte. Même si aucun volcan ne risque d'entrer en éruption en Suisse, les conséquences d'une éruption à l'étranger peuvent aussi se faire sentir chez nous.

Diagramme des conséquences Exemple d'un séisme



Scénario : un fort tremblement de terre se produit durant un jour ouvrable dans une zone à forte densité de construction. Le séisme a des effets dévastateurs à son épicentre : les immeubles les plus fragiles s'écroulent, les autres sont très endommagés. Des dommages sont constatés dans un rayon de 80 km. Des répliques ont lieu.

On trouvera des
exemples d'événements dans la liste
des dangers sous
www.risk-ch.ch

Dangers naturels hydrologiques / météorologiques



Intempéries

Grave orage touchant plusieurs régions, accompagné de fortes pluies, de foudre et de grêle



Vague de froid

Températures moyennes de -10°C pendant plusieurs semaines



Grêle

Dommages dus à la grêle sur une surface de 100 km^2



Canicule

Températures moyennes $> 35^{\circ}\text{C}$ pendant plusieurs semaines



Forte chute de neige

70 à 80 cm de neige fraîche sur le Plateau



Sécheresse

Sécheresse dans tout le pays durant plusieurs mois



Tempête

Forte tempête avec des vents atteignant une vitesse de 140 km/h sur un vaste périmètre pendant plusieurs jours



Incendie de forêt

Incendie détruisant plusieurs kilomètres carrés de forêt, dont une partie de forêt protectrice

Dangers naturels gravitationnels



Crue

Crue tricentennale affectant plusieurs cours d'eau



Avalanches

Nombreuses avalanches pendant plusieurs semaines dans les Alpes suite à de fortes chutes de neige

Dangers naturels sismiques et vulcanologiques



Tremblement de terre

Fort tremblement de terre ayant des effets dévastateurs



Éruption volcanique à l'étranger

Éruption volcanique perturbant le trafic aérien pendant plusieurs semaines

Dissémination d'organismes dommageables



Dissémination d'espèces invasives

Dissémination à grande échelle d'une espèce de plante invasive ayant un potentiel de dommage élevé

Autres dangers naturels



Chute de météorite

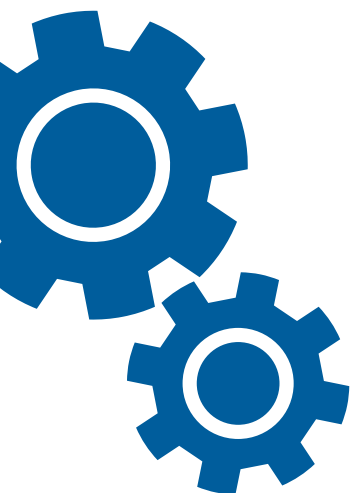
Explosion d'une météorite au-dessus d'une zone habitée



Tempête solaire

Tempête solaire causant une défaillance partielle de réseaux de communication et de l'approvisionnement électrique

N NOUVEAU Depuis l'analyse de 2015, nous avons précisé et complété la sélection des dangers.



Le plus grand risque est la pénurie d'électricité

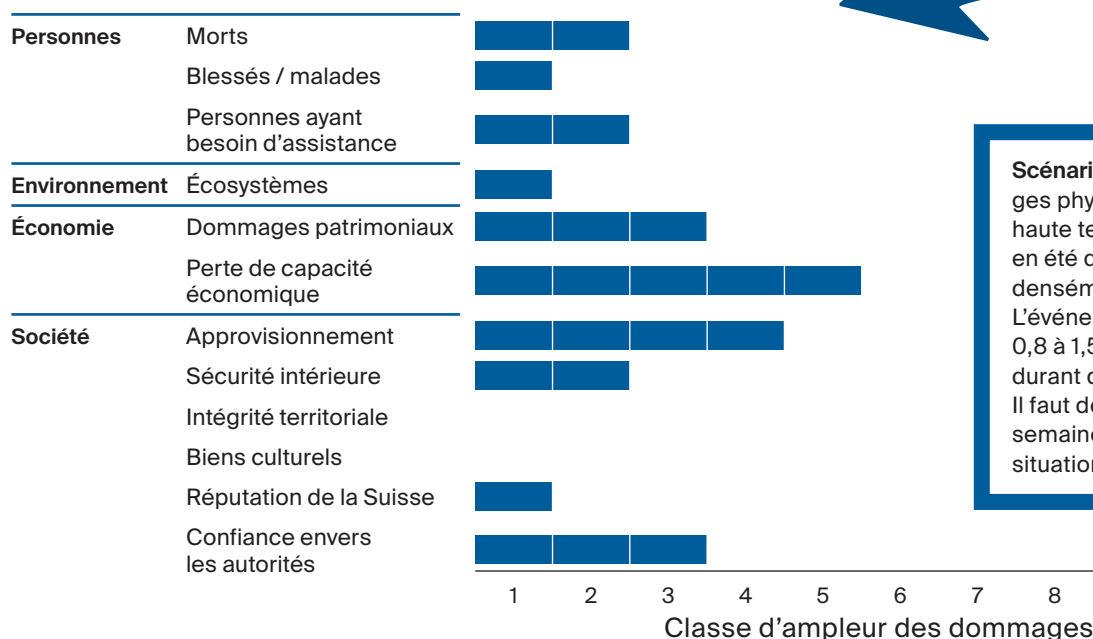
Si l'on s'attend à ce que les dommages aux personnes soient sensiblement réduits par des mesures plus efficaces, les conséquences économiques d'une pénurie d'électricité ont, elles, été revues à la hausse depuis 2015.

La vue d'ensemble des risques liés aux dangers d'origine technique n'a pas fondamentalement changé. Des mesures supplémentaires permettent de réduire le risque d'accident de transport ferroviaire impliquant des marchandises dangereuses. On a ajouté à la liste la pénurie de produits pétroliers suite à une baisse du niveau du Rhin ou une grève dans une raffinerie et une panne du réseau de téléphonie mobile. Ce dernier exemple souligne l'importance croissante des technologies de communication mobile.

Sensibiliser pour mieux gérer les risques

L'exercice du Réseau national de sécurité 2014 et l'analyse nationale des risques 2015 mettent tous deux en évidence le caractère problématique d'une pénurie d'électricité. Un plan d'escalade en plusieurs étapes en cas d'aggravation de la situation prévoit un certain nombre de mesures – appels aux économies, restrictions, contingents pour les gros consommateurs – et permet de réduire en grande partie les coupures de longue durée que l'on craignait à l'époque. Grâce à cela, les dommages aux personnes devraient être divisés par 30. Les expériences faites dans le cadre de la pandémie de Covid-19 montrent toutefois qu'un soutien de l'État est indispensable pour compenser les conséquences économiques d'une situation d'urgence qui se prolonge.

Diagramme des conséquences Exemple d'une panne d'électricité



Scénario : suite à des dommages physiques, le réseau à haute tension tombe en panne en été dans plusieurs cantons densément peuplés. L'événement prive d'électricité 0,8 à 1,5 million de personnes durant deux à quatre jours. Il faut des jours, voire des semaines, pour revenir à une situation normale.

Accidents de transport de personnes



Chute d'aéronef

Chute d'un avion de passagers complètement rempli sur une zone habitée

Accidents de transport de marchandise dangereuses



Accident de transport ferroviaire de marchandises dangereuses

Dissémination d'une grande quantité de chlore gazeux dans une zone habitée



Accident de transport routier de marchandises dangereuses

Dissémination d'une grande quantité de gaz toxiques dans une zone habitée

Accidents dans des installations de production, de distribution et de stockage



Accident dans une installation B

Dissémination d'agents pathogènes dangereux hors d'un laboratoire



Accident dans une centrale nucléaire

Panne accompagnée d'une libération de radioactivité non filtrée



Accident dans une installation C

Dissémination de substances chimiques en quantités dangereuses



Accident dans un ouvrage d'accumulation

Inondation d'une zone habitée située en aval d'un ouvrage d'accumulation

Pannes et perturbations d'infrastructures critiques



Défaillance d'approvisionnement en gaz naturel

Panne d'une conduite centrale à haute pression avec pénuries de courte durée



Panne dans un centre de calcul

Pannes affectant plusieurs fournisseurs et se répercutant sur des secteurs critiques



Défaillance d'approvisionnement en pétrole

Réduction de 15 % de l'approvisionnement en produits pétroliers pendant plusieurs mois



Panne d'un réseau de téléphonie mobile

Panne du réseau de téléphonie mobile d'un opérateur durant 3 jours



Panne d'électricité

Panne d'électricité régionale à grande échelle pendant plusieurs jours



Entrave à la navigation

Inaccessibilité des ports suisses sur le Rhin pendant plusieurs semaines



Pénurie d'électricité

Baisse de 30 % de l'approvisionnement électrique durant plusieurs mois en hiver



Le plus grand risque est une pandémie

Ce constat n'est guère surprenant : bien que le scénario de pandémie ne soit pas basé sur un coronavirus, la pandémie de grippe représente le plus grand risque sociétal. Une attention particulière est portée aux scénarios d'attentats.

Aussi bien l'analyse nationale des risques que d'autres analyses en Suisse et à l'étranger parviennent à la même conclusion : une pandémie présente un risque très élevé. La raison en est la combinaison d'une fréquence élevée et de conséquences considérables.

Même si la pandémie de Covid-19 ne suit pas l'évolution décrite dans le scénario de la pandémie de grippe, celui-ci constitue néanmoins une bonne base pour la planification des mesures de précaution intégrale – et ce quel que soit l'agent pathogène.

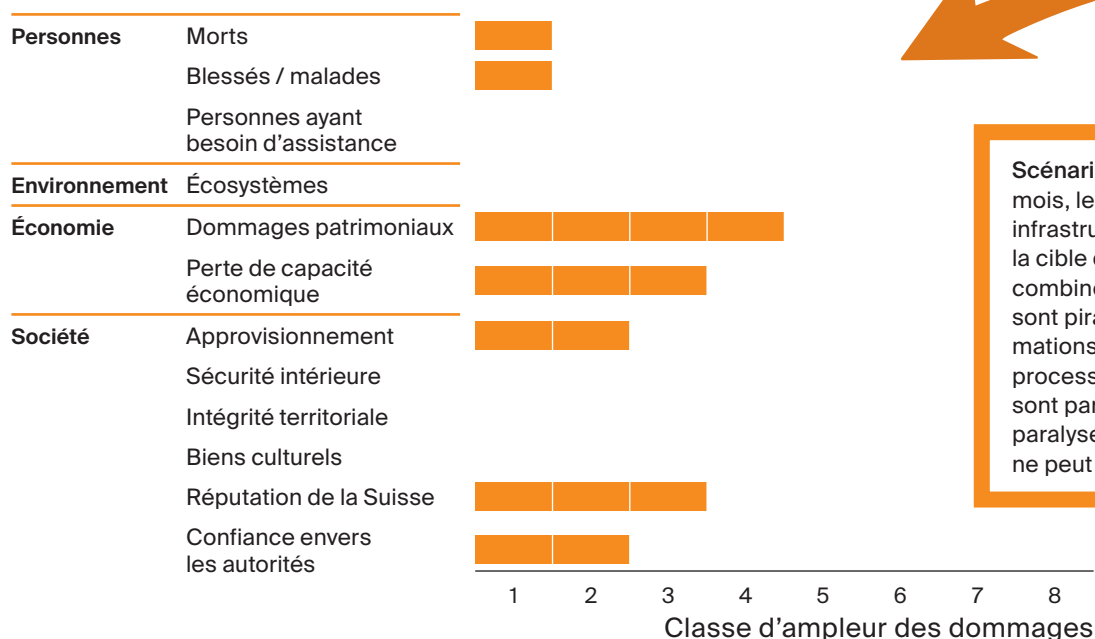
Réévaluation des scénarios d'attentats

La liste des dangers d'origine sociétale compte désormais 15 scénarios. Elle a été complétée par des dossiers consacrés aux attentats du domaine NBC.

En raison de l'aggravation de la situation sécuritaire mondiale, nous avons réévalué tous les scénarios d'attentats. Nous avons utilisé à cet effet une méthode améliorée : la procédure est désormais plus systématique et plus claire.

Les différentes formes d'attaque décrites dans le dossier consacré aux cyberattaques sont devenues plus fréquentes lorsqu'elles se produisent de manière isolée, mais leur mise en œuvre combinée s'avère complexe. Une cyberattaque prolongée est donc évaluée comme moins plausible qu'en 2015.

Diagramme des conséquences Exemple de cyberattaque



Scénario : pendant plusieurs mois, les autorités et les infrastructures critiques sont la cible de cyberattaques combinées. Les sites internet sont piratés, de fausses informations sont propagées et des processus financiers sensibles sont parfois complètement paralysés. Un vol de données ne peut être exclu.

Maladies humaines et animales



Pandémie de grippe

25 % de la population est contaminée par un nouveau virus de grippe



Épizootie

Épizootie à l'échelle nationale avec un taux de mortalité élevé des animaux concernés

Terrorisme



Attentat conventionnel

Attentat à l'aide de plusieurs engins explosifs sur un site très fréquenté



Attentat au moyen de toxiques chimiques de combat

Attentat au sarin dans un aéroport



Attentat au moyen d'une bombe sale

Attentat dans une ville au moyen d'une bombe radiologique



Attentat au moyen de produits chimiques

Attentat au moyen d'acide cyanhydrique dans un supermarché



Attentat au moyen de virus

Attentat avec des virus de la variole lors d'une foire commerciale



Attentat contre un transport ferroviaire de marchandises dangereuses

Libération de substances toxiques en grande quantité dans une zone habitée



Attentat au moyen de bactéries

Découverte d'une lettre contenant des spores pathogènes du bacille du charbon dans un centre de distribution du courrier



Attentat contre un transport nucléaire

Dissémination de substances hautement radioactives dans l'environnement après un attentat



Attentat au moyen de toxines

Empoisonnement à la ricine de participants à un congrès



Conflit armé

Attaque armée de portée limitée contre la Suisse

Cybermenaces



Cyberattaque

Attaques ciblées sur les infrastructures critiques et vol de données

Autres dangers



Afflux de personnes en quête de protection

Afflux de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés en quelques mois



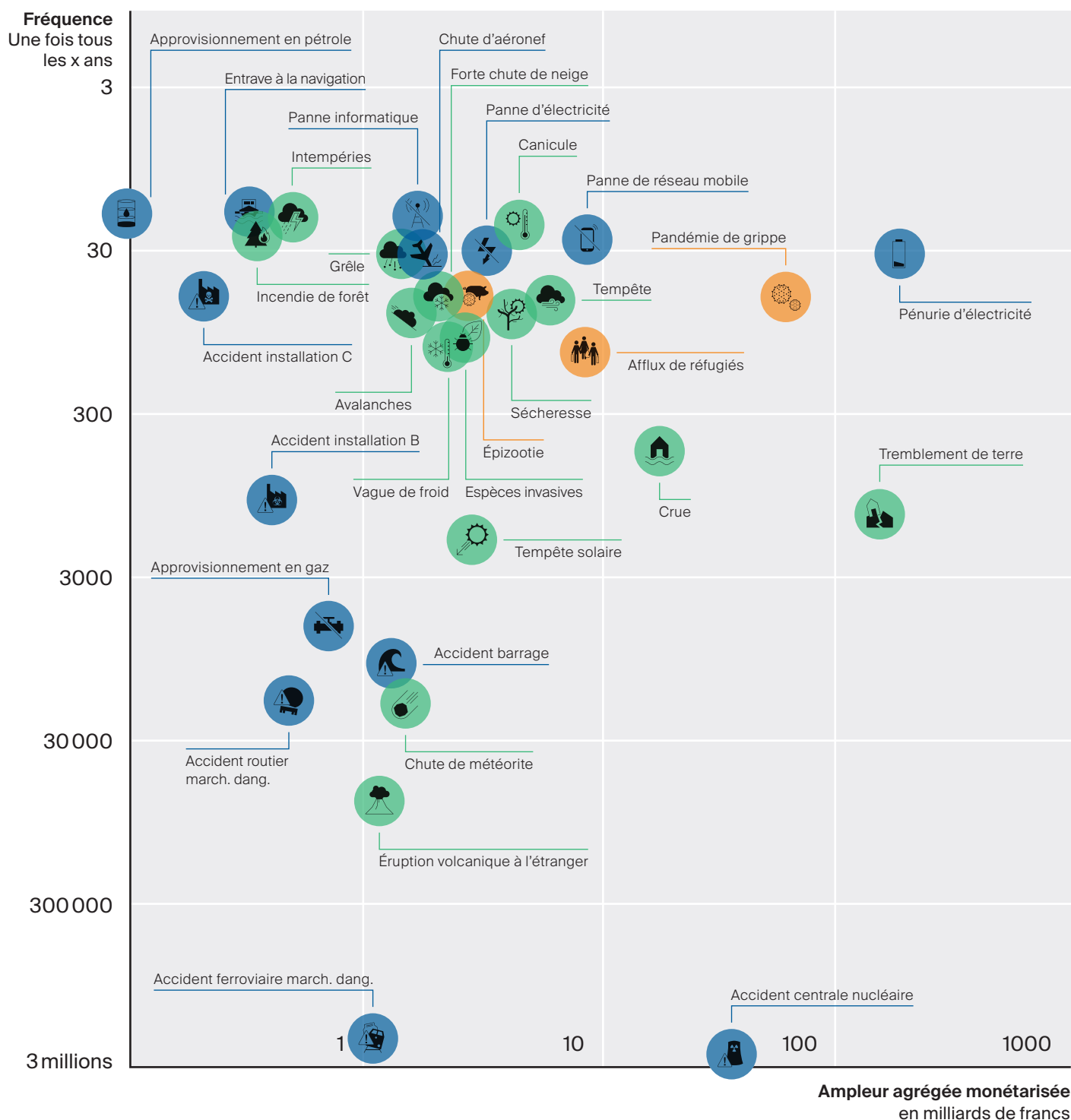
Troubles

Émeutes dans différentes villes pendant plusieurs semaines

La frontière entre la paix et la guerre est de plus en plus floue. Les conflits modernes se caractérisent par des formes d'attaques hybrides, c'est-à-dire une combinaison de différents types d'attaques utilisés secrètement ou ouvertement. C'est pourquoi divers autres scénarios, tels que les cyberattaques, les attentats conventionnels ou NBC, peuvent s'inscrire dans un conflit armé. Les conflits armés se multiplient aux portes de l'Europe. L'impact d'une attaque directe sur la Suisse serait énorme. En raison des changements intervenus dans la gestion des conflits, il est difficile d'évaluer la plausibilité de ce scénario. En effet, la plausibilité et les conséquences d'une attaque directe contre la Suisse ne peuvent pas être déduites de manière fiable des expériences et des données concernant les conflits à l'étranger. Pour cette raison, la plausibilité d'un conflit armé n'apparaît pas dans le diagramme des risques.

Risque faible ou élevé, tout événement peut survenir

Diagramme des risques 1
Dommages et fréquence



Le produit de la probabilité d'occurrence et de l'ampleur des dommages attendus représente le risque lié à un scénario. La fréquence et les dommages peuvent être estimés sur la base d'événements comparables. Plus un scénario se situe en haut à droite de la matrice, plus le risque est élevé.

Diagramme des risques 2 Dommages et plausibilité



Ampleur agrégée monétarisée
en milliards de francs

Le diagramme des risques présente des événements provoqués de manière intentionnelle, tels que les attentats terroristes ou les cyberattaques. Le risque lié à un tel scénario ne peut être déduit de sa fréquence, car dans la plupart des cas, il n'existe pas de base de données à cet effet. En nous appuyant sur des expériences internationales, nous avons mis au point une méthode permettant d'évaluer systématiquement la plausibilité de ces dangers.

Prendre en compte tous les dangers importants

Une pandémie n'est pas le seul danger représentant un risque élevé. Il ne faut pas perdre de vue que l'éventail des risques reste dynamique. Il est donc d'autant plus important de bien comprendre quels sont les dangers pertinents et comment leurs risques sont liés.

L'année 2020 a été marquée par la pandémie de Covid-19. Toutefois, l'approche « all hazards » (dangers de toutes sortes) reconnue au niveau international, qui est également appliquée dans l'analyse nationale des risques, montre que la Suisse est exposée à d'autres dangers : tremblements de terre, pannes d'électricité, attentats terroristes, etc., que nous ne devons pas perdre de vue. Si un tel événement survient, il faut s'attendre à des conséquences différentes de celles d'une pandémie. Elles peuvent elles aussi causer de graves dommages à notre société et entraîner des changements durables.

Les évolutions environnementales, technologiques et sociales modifient nos risques

Une chose est claire : l'éventail des risques est dynamique. Au moment de réaliser une planification

des mesures de précaution, il convient donc d'examiner quelles tendances influencent l'évolution des dangers en Suisse. Le changement climatique, par exemple, est un fait et ses effets vont s'accroître. L'urbanisation, et par conséquent la concentration des biens matériels, progresse, tout comme la numérisation. Ces évolutions modifieront les risques auxquels nous serons exposés demain.

Les effets seront de natures diverses. Il est donc d'autant plus important de disposer d'un large éventail d'indicateurs des dommages. Pour chaque danger, nous regroupons les dommages causés aux personnes, à l'environnement, à l'économie et à la société, pour obtenir l'ampleur de la perte globale monétarisée. Avec l'occurrence, c'est un élément essentiel pour pouvoir comparer les différents risques.

Déclaration en faveur du principe « know your risk » (connaissez vos risques)

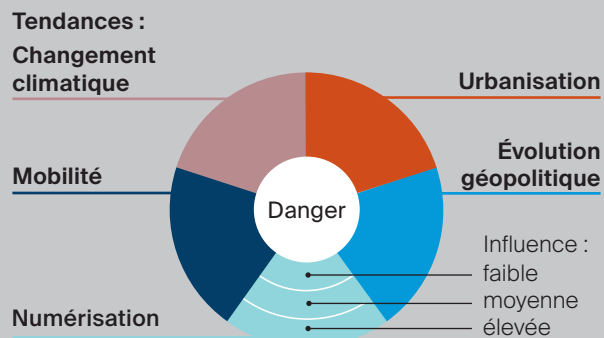
Mami Mizutori, représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe des Nations Unies

En matière de gestion des catastrophes et de réduction des risques, rien n'est plus important qu'une bonne conduite des affaires publiques. La nouvelle analyse nationale des risques montre l'engagement de la Suisse en faveur du principe « know your risk », à la fois comme pilier de sa stratégie nationale de réduction des risques et comme objectif stratégique de sa coopération internationale.



Détecter les tendances Évolution des risques

En raison des grandes tendances telles que le changement climatique ou la numérisation, certains dangers se concrétiseront plus fréquemment ou entraîneront des pertes plus importantes à l'avenir. Le graphique montre neuf dangers à titre d'exemple et indique à quel point les tendances augmentent leur risque.



Domaine nature



Sécheresse



Crue



Tremblement de terre

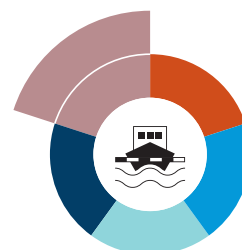
Domaine technique



Panne d'électricité



Panne d'un réseau de téléphonie mobile



Entrave à la navigation

Domaine société



Épizootie



Cyberattaque



Afflux de personnes en quête de protection

Une planification basée sur l'analyse des risques pour rendre la Suisse plus sûre

Les analyses des dangers et des risques sont à la base des planifications relevant du domaine de la sécurité, et pas uniquement pour les responsables de la protection de la population. L'approche de la gestion intégrale des risques est de plus en plus répandue en Suisse.

La gestion intégrale des risques vise à renforcer la capacité de la Suisse à résister, à s'adapter et à se rétablir, en bref, sa résilience, face aux catastrophes et aux situations d'urgence.

Les trois piliers de la résilience : préparation, maîtrise et reconstruction

Nous ne pouvons créer un système résilient que si nous procédons à des analyses des risques et des tendances afin d'identifier les changements suffisamment tôt, d'élaborer des mesures de précaution pour éviter des menaces concrètes et de nous préparer à d'éventuels événements. Cela nécessite également de bonnes capacités d'adaptation et des ressources disponibles rapidement (matériel et personnel) pour la mise en place de mesures de transition.

Après un événement, il faut procéder à des travaux de remise en état, en tirer les enseignements mais aussi disposer de ressources pour la reconstruction à long terme.

Cette conception de la résilience correspond également à l'approche de la gestion intégrale des risques pour la protection de la population utilisée par l'OFPP comme base pour la préparation aux catastrophes en Suisse.

L'analyse nationale des risques aide à identifier les domaines dans lesquels des mesures pourraient être appropriées. Il est toujours important de « penser l'impensable » afin de ne pas être complètement pris au dépourvu en cas de sinistre.

La procédure idéale pour tous les risques

Bruno Spicher, président de la plate-forme nationale « Dangers naturels » PLANAT

La gestion des risques est une méthode bien établie depuis des années. La gestion intégrale des risques représente une amélioration dans la mesure où elle rend le processus beaucoup plus efficace. Avec l'approche intégrale, nous considérons tous les dangers et mesurons tous les risques avec des normes comparables. De cette manière, nous obtenons un plus grand éventail de mesures de précaution et trouvons des solutions optimales pour les risques que nous ne voulons pas accepter. Intégrale signifie aussi impliquer toutes les personnes concernées. Nous nous assurons ainsi qu'elles comprennent, mettent en œuvre et maintiennent les mesures nécessaires à long terme. C'est une étape importante vers une société capable de maîtriser ses risques.



Modèle

Gestion intégrale des risques



Une analyse ancrée dans la pratique

L'OFPP est responsable de l'analyse nationale des risques. Mais nous n'aurions pas pu élaborer les différents modèles seuls. Le grand nombre de participants garantit également un niveau élevé d'acceptation des résultats. Des connaissances techniques étendues et une approche transparente restent indispensables.

La Grande-Bretagne, les Pays-Bas ou Singapour : voici trois exemples de pays parmi d'autres qui effectuent depuis des années des analyses nationales des risques comparables à celles réalisées en Suisse.

Aucun autre pays n'implique autant de spécialistes
En comparaison internationale, l'approche de la Suisse se distingue par deux aspects principaux. Tout d'abord, l'analyse est largement étayée. À ce jour, 298 experts du monde scientifique, du secteur privé et du secteur public ont apporté leur contribution. Leurs connaissances et leur expérience sont indispensables pour élaborer les scénarios des dangers et pour évaluer leurs conséquences et leur probabilité

d'occurrence. Cette collaboration accroît l'acceptation des résultats et la volonté de les utiliser pour son propre travail.

Des informations accessibles à tous

Ensuite, l'analyse nationale des risques se caractérise par l'accessibilité des informations. Les résultats et les documents sont disponibles publiquement afin de promouvoir et de faciliter la coopération dans le domaine de la gestion des catastrophes. Après tout, la gestion des catastrophes et des situations d'urgence en Suisse repose sur la participation de tous, à savoir des autorités, du monde économique et scientifique et de la population.

Répartition en pourcentages

Domaine d'activité des 298 experts impliqués



10 % sciences

Universités, centres de recherche et forums scientifiques

26 % économie privée

Associations, entreprises de conseil et d'ingénierie, assurances et infrastructures critiques

64 % secteur public

Communes, cantons et Confédération

Un signal de départ pour le dialogue international

Detlef Koschny, coresponsable du Bureau de la défense planétaire, Agence spatiale européenne (ESA)

L'analyse des risques suisse a été à l'origine d'un dialogue international sur les impacts des astéroïdes. À ce jour, nous avons organisé trois ateliers réunissant jusqu'à six pays, nous avons réalisé des simulations à partir de scénarios et nous avons pu en tirer de nombreux enseignements. C'est ainsi que le « Near-Earth Object Information Plan » a vu le jour à l'ESA. Il définit les informations utiles aux autorités responsables de la maîtrise des catastrophes. Nous sommes en train de faire passer le tout du contexte européen au contexte mondial et nous nous coordonnons avec les experts en matière d'astéroïdes sur une plateforme pour générer des alertes mondiales.



Utiliser et mettre en œuvre l'expérience du secteur de l'électricité

Werner Meier, délégué de l'approvisionnement économique du pays (AEP) et responsable de la sécurité auprès du groupe Alpiq

Le secteur de l'électricité en Suisse se préoccupe depuis longtemps de la sécurité de l'approvisionnement. Sur mandat de l'AEP, il gère même sa propre organisation, OSTRAL, pour faire face à l'éventualité de graves pénuries. Nous avons pu intégrer cette expérience dans l'analyse nationale des risques et la mettre ainsi à la disposition des personnes intéressées.



La méthode de l'étude CaSUS a fait ses preuves

Isabel Hunger-Glaser, ancienne directrice du secrétariat exécutif de la Commission fédérale d'experts pour la sécurité biologique (CFSB)

Dans son rapport « Risques biologiques en Suisse » publié en 2019, la CFSB a comparé les risques biologiques et défini les priorités. Elle s'est fortement inspirée de la méthode employée dans l'étude CaSUS. Nous avons également monétarisé les dommages et repris l'ensemble des indicateurs des dommages. Une évaluation des risques par un groupe d'experts plus étendu a aussi fait ses preuves dans notre cas. Cependant, notre analyse ne couvre pas seulement les événements isolés mais aussi les évolutions possibles des risques biologiques. Elle complète ainsi l'étude des catastrophes et situations d'urgence en Suisse.



De nombreux résultats ont déjà été obtenus à différents niveaux

Les produits développés dans le cadre de l'analyse des risques sont aujourd'hui largement utilisés dans la pratique. Qu'il s'agisse de la liste des dangers, des dossiers consacrés aux différents dangers ou des indicateurs des dommages, les services spécialisés à tous les niveaux de l'administration et de l'industrie y ont de plus en plus souvent recours.

L'utilisation de ces produits n'a cessé de croître ces dernières années. Un grand nombre de cantons, de villes, d'infrastructures critiques et même de petites communes se sont basés sur l'analyse nationale des risques pour définir une manière de procéder adaptée à leur collectivité, leurs responsabilités et leurs ressources afin de protéger la population.

Créer des bases communes

Une utilisation des bases de planification communes par le plus grand nombre renforcera la sécurité en Suisse. Après tout, des scénarios et des méthodes comparables facilitent la collaboration des différentes parties concernées. Cela permet également de comparer les résultats et de mieux coordonner les travaux.

Aujourd'hui, de plus en plus de responsables de la protection de la population, en Suisse, appliquent une gestion intégrale des risques. Ils tiennent à jour leurs bases de planification et s'interrogent régulièrement sur les dangers pertinents et les risques prioritaires et cherchent à identifier les lacunes révélées par les scénarios. Nombreux sont ceux qui se sont déjà approprié ce processus. Ils revoient constamment leurs planifications des mesures de précaution afin d'être encore mieux préparés aux événements futurs. En Suisse, la manière dont nous traitons les risques relève d'une décision politique.

Des avantages pour les petites communes

Felix Senn, conseiller communal et responsable de la sécurité de la commune de Maur (ZH)

Notre commission de sécurité s'est efforcée d'améliorer sa planification des mesures de précaution en matière de protection de la population. La liste des dangers et, surtout, les dossiers sur les dangers de la CaSUS ont été d'une grande aide à cet égard. Les petites communes comme celle de Maur ne disposent ni des ressources ni des compétences pour élaborer entièrement de tels documents de base. Nous avons donc été heureux de pouvoir utiliser les dossiers de l'étude des catastrophes et des situations d'urgence que nous avons adaptés à nos besoins. Cela nous a permis de faire un grand pas en avant en matière de protection de la population.



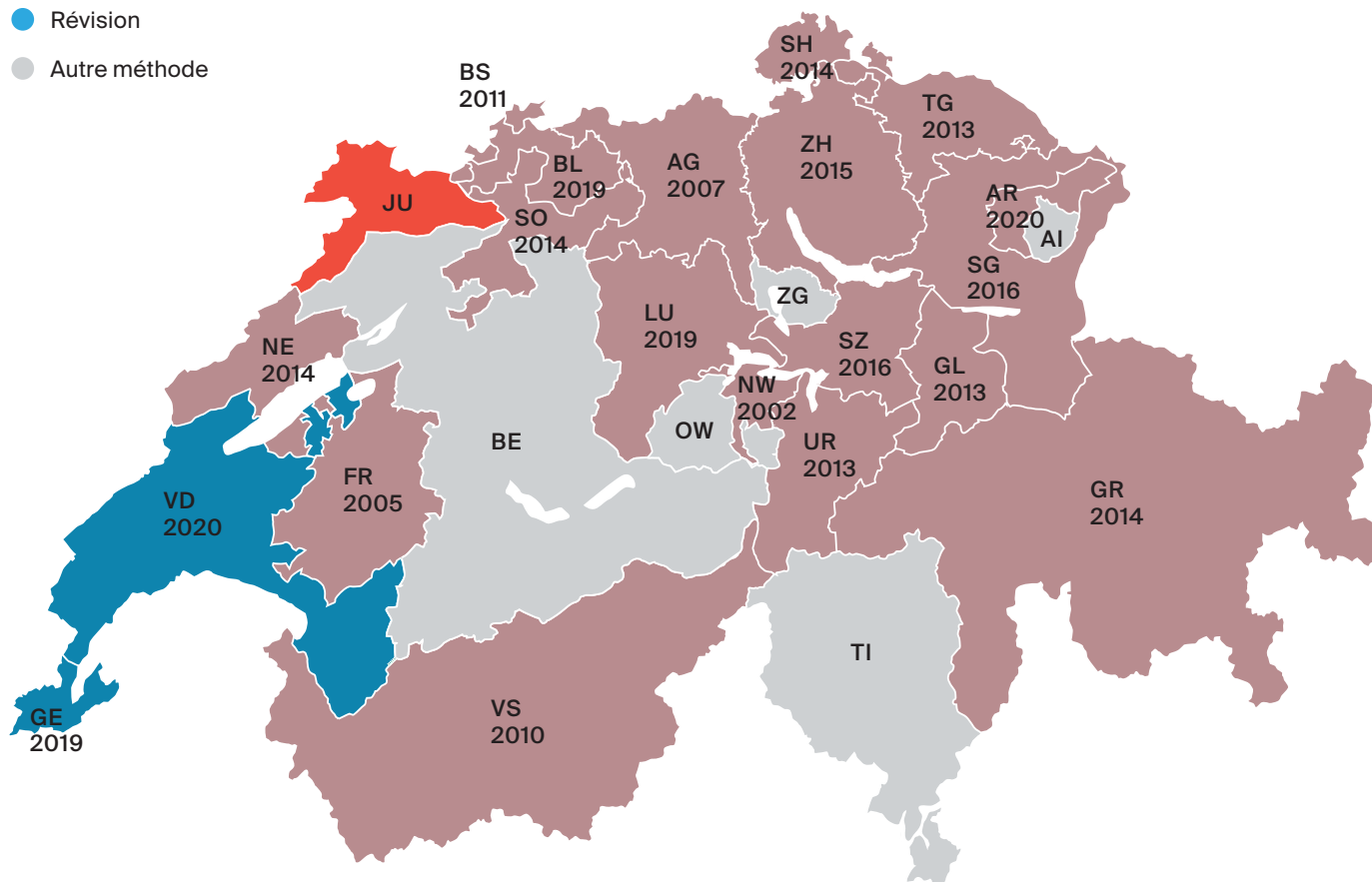
Vue d'ensemble des analyses cantonales des risques selon la méthode KATAPLAN État en septembre 2020

● En cours d'élaboration (pour la première fois)

● Terminé

● Révision

● Autre méthode



La Confédération et les cantons peuvent apprendre les uns des autres

Claire Walenda, membre de la Commission fédérale pour la protection ABC (ComABC) et cheffe du centre d'analyse des risques du canton de Genève

L'analyse nationale des risques complète le travail du canton de Genève: elle est d'une importance fondamentale pour les scénarios à l'échelle nationale tels que les pandémies ou les pénuries d'électricité. D'autres scénarios, comme les crues ou le terrorisme, doivent bien sûr être adaptés au canton. Dans l'ensemble, il s'agit d'un processus itératif, également dans le domaine de la protection NBC: les résultats de la Commission fédérale et l'analyse nationale des risques alimentent les travaux des cantons. Ceux-ci les transposent au niveau opérationnel. L'expérience pratique est ensuite intégrée dans la stratégie de protection ABC.



Et maintenant ?

La gestion des risques représente un processus continu.
La situation en matière de sécurité continuera à évoluer à l'avenir.
Il est donc nécessaire de revoir régulièrement l'analyse nationale des risques.

Le bilan de la mise à jour 2020 peut être résumé comme suit : plusieurs dangers auxquels la Suisse est exposée ont été ajoutés ou ont évolué depuis l'analyse de 2015. On peut supposer que cette dynamique se poursuivra, même s'il est impossible de prédire aujourd'hui où les changements se produiront à l'avenir. C'est pourquoi nous poursuivons l'analyse nationale sous la forme d'un processus continu.

Une planification des mesures de précaution coordonnée

Les produits de la CaSUS sont déjà utilisés à tous les niveaux lors de l'élaboration de stratégies et de planifications des mesures de précaution. Il est important pour nous que les diverses conséquences des

catastrophes et des situations d'urgence soient également prises en compte dans d'autres travaux. Car plus les analyses et les planifications des mesures de précaution seront harmonisées, plus la gestion des catastrophes sera efficace dans toute la Suisse.

Mettre à jour périodiquement les documents de base

La prochaine mise à jour de l'analyse nationale des risques est prévue pour 2025. À cette occasion, les outils seront revus et améliorés. Nous poursuivons également l'objectif de mettre à disposition des résultats qui favorisent le dialogue sur les risques et offrent la plus grande valeur ajoutée possible pour la protection de la population, et donc pour la sécurité de la Suisse dans son ensemble.

Adopter les pratiques des entreprises dans la gestion nationale des risques

Patrick Raaflaub, Group Chief Risk Officer auprès de la Swiss Re, membre du conseil consultatif de l'ETH Risk Center à Zurich

La détection précoce des risques n'est possible que dans le cadre d'un dialogue. Et ce dialogue devrait être maintenu en permanence. De cette manière, les intérêts communs peuvent être identifiés et défendus ensemble. Chaque crise a ses propres règles. Les check-lists ne sont pas toujours utiles et les catastrophes prennent parfois un malin plaisir à ne pas se conformer aux structures officielles. Un poste comme celui de responsable des risques offre une vue d'ensemble horizontale, en étant indépendant des structures hiérarchiques. Cela serait également très souhaitable pour les pays ou les villes.



IMPRESSUM

Éditeur

Office fédéral de la protection de la population OFPP
Guisanplatz 1B, CH3003 Berne

Rédaction et conception

EBP Schweiz AG
www.ebp-kommunikation.ch

Impression, tirage

Office fédéral des constructions et de la logistique,
Division Production
500 exemplaires

Les rapports et autres dossiers sont disponibles
sous le lien suivant : www.riskch.ch

Novembre 2020

Proposition de citation

Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2020) :
À quels risques la Suisse est-elle exposée ?
Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2020.
OFPP, Berne.

Office fédéral de la protection de la population OFPP

Guisanplatz 1B
CH3003 Berne
riskch@babs.admin.ch
www.protpop.ch
www.riskch.ch

